

17 mai 2014

Assemblée publique d'Offensive syndicale du 14 mai **Les premiers pas d'une gauche syndicale organisée ?**

Le but de cette deuxième assemblée publique était d'organiser un « *réseau de travailleurs et de travailleuses visant à revigorer le syndicalisme au Québec* » en proposant aux participantes la construction d'un « *front commun combatif [...] dans le cadre des négociations de 2015* » du secteur public. Offensive syndicale est une initiative jusqu'ici animée par les groupes Alternatives socialistes, section québécoise du Comité pour une internationale ouvrière (CWI/CIO) issue de la tradition trotskyste Militant d'Angleterre et centrée aujourd'hui sur le Socialist Party anglais, et le tout nouveau Front d'action socialiste (FAS), sans affiliation internationale, issue du noyau dirigeant de l'ASSÉ du Printemps érable. À noter qu'Alternatives socialistes est un collectif membre de Québec solidaire mais non le FAS, silencieux sur la question nationale, plus proche des milieux liés à la manif anticapitaliste du premier mai.

Une première réunion publique d'Offensive syndicale s'est tenue au début mars. L'objectif en était « *de tâter le pouls des militant-e-s et d'y mesurer leur appétit pour un retour à une pratique syndicale plus combative. Le collectif n'a pas été déçu ! C'est plus de 80 personnes, syndicalistes de toutes allégeances* » qui ont participé à la réunion (site web d'[Offensive syndicale](#)). À cette réunion-ci, après deux présentations de syndicalistes expérimentés, une vingtaine de personnes, surtout des hommes, des 40 à 50 présentes bien distribuées en termes d'âge et de sexe et en majorité syndiquées surtout au secteur public, ont participé à la discussion. Malheureusement, la contrainte de temps due aux conditions de la réservation de la salle, et le besoin d'une prise de parole dans le cadre d'une plénière non dirigée, n'ont pas permis l'adoption de propositions, ce qui sera l'objet d'une réunion subséquente.

Colère anti-bureaucratique et recherche du soutien populaire

Tant les présentations que les interventions ont couvert un grand éventail de sujets dont le fil conducteur n'était pas évident. On pouvait cependant déceler que la préoccupation principale était la recherche des revendications les plus pertinentes pour tant mobiliser les troupes que pour obtenir le soutien populaire. Les auteurs, présents, des deux articles préparatoires à l'assemblée avaient d'ailleurs détaillé un certain nombre de revendications possibles (voir annexe) qui cependant n'ont pas été largement repris sauf celles concernant la fiscalité.

Le présentateur, aussi un des auteurs des deux articles de référence, a ajouté la question des conditions de travail de plus en plus compétitives et répressives générant de plus en plus de griefs. La présentatrice et quelques intervenants ont fait ressortir la question de la précarité, beaucoup plus présente que l'on croit dans le secteur public. En lien avec ce thème, une intervenante a mentionné la défense de l'emploi. Mais personne n'a parlé de privatisation ouverte ou masquée par la sous-traitance vers l'économie sociale telle la politique d'assurance-autonomie. Cette précarité touche particulièrement les femmes tout comme en général le dépérissement des services publics. Mais la question des femmes est restée hors champ.

On décelait, sans que ça soit précis, une insatisfaction au sujet de l'importance donnée aux revendications salariales par les directions syndicales. Plus largement, un intervenant a critiqué l'« *absence de volonté et l'horizon pessimiste* » des directions syndicales contraire à « *l'optimisme de la volonté* » prôné par le présentateur, ce qui devrait, selon lui, l'emporter sur « *le pessimisme de l'intelligence* ». Un ouvrier de la construction, particulièrement applaudi, a rappelé la mauvaise expérience du Front commun de la construction de 2012 qui fut scindé en deux par la direction en abandonnant une partie des membres. Il faut que ça soit la base qui contrôle a-t-il conclu. Comme l'a fait remarquer un autre intervenant, la pratique du Front commun est plutôt une

démocratie de départ pour construire les revendications laquelle disparaît ensuite quand vient le temps des négociations.

Comme contre-exemple, un autre intervenant a présenté le Printemps érable avec ses assemblées générales fréquentes et son esprit combatif sans attendre le ralliement de la majorité ce qui a amené à commencer la lutte avec une seule revendication de nature purement économique mais bien ciblée quitte à ce qu'une conscience plus large de l'enjeu se développe au fur et à mesure de l'élargissement de la lutte. Le présentateur avait d'ailleurs noté que dans son syndicat ce sont les jeunes militants ayant fait la grève étudiante de 2005 qui parlaient le plus de comités de mobilisation et d'information, qui avaient une culture de débats. Dans le même esprit, une intervenante a insisté sur l'information horizontale à développer au détriment du verticalisme favorisé par la bureaucratie, de défendre une politique des services publics ce qui crée le cadre d'une jonction avec, par exemple, la Coalition mains rouges et, d'ajouter un jeune machiniste de Bombardier, ce qui fait le lien avec le secteur privé tout comme le fait aussi le thème de la réforme de la fiscalité.

Même augmentation absolue de salaire pour tous et toutes et fin de la précarité ?

Dans la première partie de mon intervention, j'ai cherché à présenter deux pistes revendicatives qui pourraient à la fois aller chercher la base syndicale et le soutien populaire. Le retard salarial par rapport au privé rend incontournable sa centralité mais pas nécessairement unilatérale. L'emphase actuelle sur les augmentations en pourcentage, enrichissant davantage les salariés les mieux payés laisse froid le grand public malgré sa sympathie. Tel ne serait pas le cas d'une priorité donnée à un paiement forfaitaire égal pour tous et toutes qui explique le « [\[s\]uccès relatif des syndicats allemands dans les services publics...](#) » (Manuel Kellner, ESSF, 8/05/14) à l'heure actuelle et/ou un salaire plancher comme le fameux cent dollars du Front commun de 1972. Secundo, la transformation des emplois précaires en emplois permanents (et le refus de la privatisation ouverte ou larvée) rencontrerait probablement aussi l'assentiment du peuple épris de justice sociale, ouvert à la lutte contre la pauvreté et désirant des services publics de qualité.

N'est-ce pas un tel appui populaire qui motive les militantes employées des McDonald et Burger King et leurs alliés à tenter de surmonter un rapport de forces extrêmement défavorable par des journées de débrayage dans 150 villes des EU et dans 80 autres dans une trentaine de pays pour obtenir un salaire minimum de 15 \$US l'heure et le droit de se syndiquer ? (Steven Greenhouse, [Fast Food Protests Spread Overseas](#), New York Times, 14/05/14). Voilà un bel exemple qui entremêle un grand syndicat étasunien et une fédération syndicale mondiale soutenant des non-syndiqués allant chercher un soutien populaire tant pro-actif que passif tout en développant de nouvelles tactiques tenant compte de la division en franchises et du recours systématique au temps partiel et misant sur un internationalisme frappant mondialement ces transnationales de la mal-bouffe. Certes, la pente est abrupte mais notre époque d'instabilité est aux explosions sociales qui font franchir des montagnes... si la gauche politique et syndicale est prête à porter le ballon le temps venu.

Faire le bilan des défaites et des petites victoires pour vaincre la peur et agir de suite

Si la discussion allait de considérations sur les revendications à la critique des directions syndicales, toute allusion à un plan d'action quelconque était escamotée. Vers la fin de la réunion, un des organisateurs a proposé l'organisation d'une « *journée de perturbations* » à un moment propice et variable quant aux moyens à déployer mais pouvant aller jusqu'à des occupations. En plus d'arriver trop tard dans la réunion, cette proposition était pour le moins prématurée étant donné les hésitations et la prudence des interventions. Il me semble d'ailleurs regrettable que les responsables d'Offensive syndicale ne participent pas à la présentation initiale en toute transparence, du moins tant que le groupe n'est pas arrivé au seuil d'une structuration

démocratique l'autonomisant de ses initiateurs.

Il aurait été très utile de faire le bilan des précédentes luttes du secteur public, ce qu'au moins l'un des organisateurs aurait été en mesure de faire si l'on se fie à son texte préparatoire. Il faut, dans un premier temps, prendre toute la mesure du pourquoi des échecs de 2005 et 2010, une capitulation sans combat à une loi spéciale dans le premier cas et pire encore, dans le deuxième cas, une acceptation d'une offre pourrie. Toutefois, dans un deuxième temps, il faudrait disséquer les quelques expériences de résistance réussie à la pression combinée du gouvernement et de la bureaucratie syndicale durant l'été 2010. Pourquoi ne pas demander à des militantes clefs des importants syndicats du CHUM et de Gatineau, qui ont tous deux refusé les offres à 88%, de venir relater et discuter leurs méthodes ? L'omerta des médias de gauche, sauf le défunt Rue Frontenac, sur cette résistance, pour ne pas nuire aux bureaucraties, est déjà assez scandaleux pour ne pas s'y associer même indirectement.

Pour sauver la mise, dans la deuxième partie de son intervention, j'ai suggéré de proposer dans diverses instances syndicales l'organisation d'une manifestation vers le 10 juin pour profiter de la coïncidence entre le dépôt du budget Couillard et le passage à Montréal de la marche contre les oléoducs Trans-Canada et Enbridge, sans compter l'enjeu des coupures à Poste-Canada et à Radio-Canada. Rappelons que le gouvernement Libéral annonce déjà un gel de la masse salariale dont le but est de piéger la négociation entre choisir une modeste hausse salariale quitte à couper postes et services ou geler le tout. Quand la table budgétaire sera mise sans même une riposte dans la rue, le rapport de forces se sera encore détérioré pour la rentrée d'automne. Rien n'y fit, ma proposition tomba à plat. On en est encore qu'à la discussion générale. Cette faille de la gauche syndicale n'excuse en rien la passivité soit des directions syndicales, soit de Québec solidaire, soit à défaut de la Coalition mains rouges.

Prendre l'initiative pour un plan d'action réaliste mais audacieux et courageux

Constatant le danger d'une fin de réunion sans résolution, un autre organisateur proposa à brûle-pourpoint la rédaction d'un dépliant à contenu vague. L'assemblée n'était pas prête, à juste titre, à un tel acte de foi envers des organisateurs non élus et peu en diapason avec elle. En catastrophe, il fut proposé une continuation de la réunion publique dans quelques semaines. Il faudra que cette fois ce soit la bonne si on ne veut pas que cette absolument nécessaire fondation d'une organisation de la gauche syndicale à la Labor Notes étasunienne ne soit la énième tentative avortée pour cause de confusion, de manque d'audace et d'expérience mais fondamentalement par peur d'affronter les directions syndicales sur le plancher des réunions.

Il faut profiter du fait que la bureaucratie de gauche, qui ne pense qu'à protéger ses arrières et sa carrière sous prétexte d'unité, de ne pas s'isoler et de maintien du dialogue avec la direction, est peu présente pour l'instant. Cette absence lève le blocus afin de percer comme opposition publique pour un syndicalisme démocratique, combatif et antilibéral. Mais les bureaucrates de gauche pourraient venir en force si Offensive syndicale décolle pour prendre le contrôle d'un possible danger pour la bureaucratie, le tout enveloppé dans un discours radical sirupeux et bien tourné. Ce sont de grands spécialistes du « *pessimisme de la raison* » se riant de « *l'optimisme de la volonté* ».

Aux initiateurs d'Offensive syndicale de prendre l'initiative sans d'ailleurs attendre la prochaine rencontre en utilisant la liste de discussion du groupe pour entamer un débat sur les réseaux sociaux. Pourquoi ne pas proposer minimalement le contenu d'un dépliant qui pourra être prêt à temps pour les débats dans les instances de base sur les revendications et un plan de distribution de celui-ci ? Reste qu'il faudra y être concret en termes de revendications à privilégier et d'actions modestes certes mais en mesure d'être entreprises dès l'automne. Cette insistance sur l'immédiat n'interdit en rien, au contraire, la nécessaire perspective d'y préparer les esprits pour une escalade des moyens de pression jusqu'à et y compris une grève générale du secteur public dans

le cadre d'une « grève sociale » à définir. Le tout accompagné d'une argumentation appropriée sur la défense du secteur public comme vecteur de création d'emplois sociaux et écologiques, particulièrement en faveur des femmes.

Marc Bonhomme, 17 mai 2014

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

Annexe

A. *Extraits de René Charest et Philippe Boudrault, [Renouer avec le syndicalisme de combat](#), À Babord, avril/mai 2013*

S'il prenait aux centrales l'envie de jeter les bases d'un syndicalisme de mouvement social dans le cadre des négociations de 2015, voici quelles pourraient en être les revendications principales :

- abolition de la taxe santé ;
- gel des tarifs d'hydroélectricité ;
- gel des tarifs des services de garde (7 \$ / jour) ;
- gel des droits de scolarité dans une perspective de gratuité scolaire ;
- réduction substantielle du nombre d'élèves par classe au primaire ;
- en santé/services sociaux, intégration des salariées de l'économie sociale au secteur public québécois ;
- augmentation substantielle du pouvoir d'achat de tous les salariées du secteur public québécois ;
- adoption par l'État des mesures de justice fiscale nécessaires à la réalisation des sept premiers points (hausse des impôts des entreprises, suppression d'abris fiscaux, redevances sur les ressources, etc.).

B. *Extraits de Alain Savard, [Proposition préliminaire pour un Front Social en 2015](#), Presse-toi-à-gauche, 6/05/14*

C'est en ce sens que je propose l'avenue suivante : l'idée générale serait de sortir du strict cadre de renégociation de la convention collective et de joindre aux revendications concernant les relations de travail des revendications « politiques ». La formule se déploierait comme suit :

1. Au centre des revendications, le front devrait choisir une mesure phare visant à prélever une somme importante d'argent auprès des banques, des grandes entreprises, des actionnaires et des très riches. Plusieurs de ces mesures ont déjà été explorées par la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics, ou encore par des groupes comme Attac. (Taxe Tobin, taxe sur le capital des institutions financières, taxes sur les gains en capitaux, impôt des grandes entreprises, redevances sur les ressources naturelles, ajout d'un palier d'imposition, etc.)
2. L'argent ainsi prélevé serait utilisé pour répondre aux demandes des travailleurs et des travailleuses de la fonction publique (amélioration des conditions de travail et amélioration des services publics).
3. Un autre segment de cet argent serait utilisé pour répondre à des demandes formulées par les groupes étudiant-e-s et les groupes communautaires.